

Cécile Duflot et les Roms : une mère Teresa qui prêche pour l'Eglise bruxelloise

Il peut être productif d'analyser au plus près l'édito signé par Cécile Duflot en page 7 de Libé du 17 août 2012 et intitulé « Roms : une politique durable reste à construire ». Au delà du repérage des sophismes, des coups de force argumentatifs et de la rhétorique politique éculée (une politique « durable », évidemment), on peut débusquer les schémas de pensée et les réflexes idéologiques de ce personnage et de tout le courant qui est censé faire de l'écologie son fonds de commerce mais qui, en fait, et ce texte le démontre puisqu'il ne fait aucune allusion à l'écologie, n'est capable que de nous faire un rétro gauchisme des plus bêtards. La question étant aussi de savoir si sa position est celle d'un ministre se plaçant dans le cadre d'une solidarité gouvernementale et d'un esprit de responsabilité, ou de quelqu'un taillant sa route dans le droit fil du militantisme le plus débridé, et s'estimant dotée d'un simple ministère...de la parole ou... d'un futur membre de la commission de Bruxelles !

1 / « D'ABORD UNE HISTOIRE (!)

« C'est d'abord une histoire. L'histoire d'un peuple faite de déplacements et de persécutions depuis un siècle ». On s'attend à une évocation du dernier conflit mondial et de la barbarie nazie. Déception. Il est malséant pour les européens de convoquer l'Allemagne au tribunal de l'histoire. On peut nazifier à gogo quand il s'agit des souciens franco franchouillards mais on ne va pas peiner nos cousins germains ! Il vaut mieux laisser les choses dans le flou pour passer le mistigri à toute l'Europe, une sorte d'amalgame flou où la France en particulier « aurait » autant

de responsabilité que les pays de l'est. Il fallait suggérer implicitement que celle-ci a sa part dans l'élimination de ces populations. Et donc un absolu devoir de compassion, et de compassion active. A l'évidence entrer dans un véritable discours historique aurait mis en évidence le fait que la responsabilité des mauvais traitements subis par les roms incombait prioritairement aux allemands et accessoirement aux pays de l'est, et que par voie de conséquence la France n'avait aucune dette ni aucun devoir historique spécifique (en dehors de l'entraide individuelle) à l'égard du destin de ces populations. Ce simple devoir d'objectivité ne pouvait cadrer avec la volonté de la rédactrice d'impliquer toute l'Europe (ou l'Occident selon les circonstances) dans la culpabilité et la repentance, un des sports favoris de l'ultra gauche. La simple clarté sur nos relations aux roms roumains aurait risqué de compromettre l'évangélisme naïf qu'il nous est demandé de partager et qui irrigue toute l'approche du problème tel que vu par cette dame de charité et son mouvement.

2 / « L'IMPOSSIBILITE DE TROUVER UN CHEZ SOI »

« L'histoire d'un peuple qui porte l'obligation de migrer et l'impossibilité de trouver un chez soi ». Dans le droit fil du thème de la persécution, on nous dit là que les déplacements des roms ou tsiganes ne sont que le fait de l'exclusion dont ils sont effectivement souvent l'objet. La machine à victimiser ne peut s'arrêter aux limites du factuel. Impossible. S'il y a errance chez ces populations ce ne peut être que la conséquence de la victimisation dont ils sont l'objet et non pas d'une culture spécifique, un trait identitaire fort auquel ils sont plus que tout attachés, le nomadisme. Il faut donc nier ce qui est leur personnalité historique et collective, l'arrière plan anthropologique de leur mode de vie. Pour mieux en faire des christes des grands chemins, des errants pourchassés.

3 / « L'ACCESSION DE LA ROUMANIE ET DE LA BULGARIE »

« Depuis 2008 et l'accession de la Roumanie et de la Bulgarie à l'Union européenne, un espoir de les voir retrouver le droit commun et de les voir enfin s'établir était né ».

Voilà l'histoire récente faite au galop et à coup se serpe. On glisse sur les conditions d'entrée très douteuses de ces deux pays, au point qu'il a fallu leur donner une période de transition pour nettoyer les écuries d'Augias de la corruption, on passe aussi sur une imposture digne de l'état grec qui a vu les gouvernements de ces deux pays empocher fonds structureaux et fléchés pour intégrer les roms (des milliards d'euros) et ne rien faire mais au contraire les inciter sournoisement à « changer d'herbage ». Comme si la France, l'Italie, l'Allemagne, cette dernière à plus juste titre d'ailleurs, pouvaient bien après tout résoudre les problèmes sociaux des roumains et des bulgares dont les gouvernants ne pensent qu'à se défausser par rapport à leurs responsabilités ! De la part de Cécile Duflot aucune mise en cause de ces pays qui était pourtant de rigueur puisque c'est leur impéritie et leur déloyauté qui nous valent aujourd'hui le fardeau que constitue pour les mairies et les riverains ces populations qui fuient par définition le travail courant, la sédentarité, l'intégration à une communauté nationale.



4 / « LES

MESURES TRANSITOIRES »

Pourtant les « mesures transitoires » mises en place par les gouvernements européens n'ont pas permis d'en faire des citoyens comme les autres ».

Le miracle attendu de l'Europe (la moindre des choses pour le mysticisme européiste de la dame) ne s'est pas produit....Mais non pas à cause de la politique de la Roumanie et de la Bulgarie, ou de la politique rêvée de la commission de Bruxelles, ou de certains traités..., d'emblée mis hors jeu au chapitre des responsabilités... ! Non les vrais responsables ce

sont les gouvernements européens qui n'ont pas fait ce qu'il fallait lorsque la migration des roms s'est produite. Duflot légitime implicitement un exode parfaitement normal selon elle et qui aurait dû faire d'eux automatiquement des citoyens-européens-intégrés. Elle incrimine les états (pas ceux de l'Est !) qui auraient dû prévoir des financements et des infrastructures, et organiser des comité d'accueil. Elle criminalise des états qui ont eu le seul tort d'imposer à Roumanie et Bulgarie ce qu'on aurait du imposer à la Grèce, une période probatoire pour se mettre à niveau en terme de traque de la criminalité, de rigueur fiscale, et de respect des droits de l'homme et des minorités. Autrement dit de tenir les engagements qui lui avaient valu d'entrer dans l'UE ! Sa critique de l'adoption des « mesures transitoires » dit clairement que le parti vert, en tant que lobby immigrationniste, se soucie bien plus de faire financer la misère du monde par le contribuable français que de la défense des postes de travail et des travailleurs dans un pays qui pourtant traverse une grave crise économique. Voilà qui est clair en terme de priorités politiques. Voilà qui dit aussi clairement en quel mépris elle tient les états et nations européens.

5 / « DES CITOYENS COMME LES AUTRES »

Sans l'incurie des gouvernements européens, les roms seraient aujourd'hui intégrés, nous dit-on.. Ils seraient, la formule est savoureuse, « des citoyens comme les autres » si ces maudits états nationaux avaient le bon goût de ne pas interférer avec les oukases de la commission de Bruxelles. L'euro magie aurait opéré instantanément. Un coup de baguette et voilà le lumpen prolétariat nomade, communautariste, à la culture politique volontiers féodale (souvent avec boss, réseaux, et connexions mafieuses...bien des enquêtes journalistiques l'attestent) transmués en une kyrielle de républicains exemplaires, de démocrates impeccables, héritiers d'une longue histoire politique, totalement épris de leur

Weltanschauung rétrograde, dédiés au bien commun et aux fondamentaux du progressisme. On voit là quel est le niveau de lucidité de ce personnel politique à la Duflot, son incapacité à se placer au plan du réel, son inaptitude à faire une analyse factuelle aussi bien par paresse intellectuelle que par habitude et entraînement à l'utopisme, à une onirologie politique, que le seul fait d'arriver au pouvoir ne saurait lui faire abandonner. La ministre parle et agit comme la militante européiste qu'elle ne cesse d'être. D'ailleurs ce texte n'a-t-il pas la fonction de dire, malgré Valls et son apparent réalisme, qu'elle, elle veut rester fidèle à ses postures ultra gauche rouges / vertes ? Qu'elle n'a pas l'intention de déroger en se coulant dans sa fonction. Ce texte ne répond-il pas au fond à une volonté de résistance identitaire ? Le discours de militante qu'elle reste, sous les ors d'une fonction ministérielle dont elle ne saurait assumer la part nécessaire de réalisme. Bref, la morale de la conviction (voir la critique de Weber) au dépens de l'esprit de responsabilité.

6 / « CONTRAIREMENT AUX AUTRES EUROPEENS, LES ROMS... »

Le deuxième paragraphe s'ouvre sur le même coup de force que celui qui attribuait d'emblée aux roms le qualificatif de citoyens. Ils seraient tout aussi « européens »... que les italiens, belges, allemands...etc qui ont participé à la construction européenne depuis les années 50 ! A partir de l'attribution d'une qualité imaginaire (c'est là prendre au pied de la lettre le côté théorique et abstrait de la construction européenne, créditer une pure fiction), il s'agit de les présenter d'emblée comme des sujets de droit, alors qu'il est patent que pour eux, l'Europe, et en particulier l'Italie et la France, sont quand même essentiellement un effet d'aubaine, une opportunité, un guichet à rentabiliser. Mais il est intéressant dans l'argumentaire de Duflot de poser les roms comme de véritables européens modèles au titre d'une prémisse que l'on peut lire et accepter par inadvertance.

S'ils sont de véritables européens, et non des populations qui vivent à la fois dans une économie de survie et dans le pré- ou l'infra-politique (ont-ils jamais lutté politiquement contre les pouvoirs de Bucarest ?), n'est-il pas logique qu'ils puissent bénéficier des mêmes statuts que les autres...par la grâce de l'égalitarisme ambiant. Et que par conséquent, nous ayons le devoir (le nouveau devoir de charité universelle édicté par l'oniro-eurolâtrie) de les prendre totalement en charge ?

7 / « UNE VIE MEILLEURE...DANS LEUR PAYS D'ORIGINE»

« Contrairement aux autres Européens, les Roms ne peuvent pas aspirer à une vie meilleure que celle que leur offre leur pays d'origine, où ils sont victimes de discriminations profondes et sont confrontés à des conditions inacceptables. »

Si on comprend bien, pour les roms, en Roumanie, c'est plié. Ils n'y auront jamais de « vie meilleure » et de « conditions acceptables ». Encore une pétition de principe dont on ne voit pas le fondement. On comprend bien que Duflot se réjouit de l'arrivée des roms pour cause de messianisme humanitaire, comme les dames patronnesses du XIX^e avaient besoin de nécessiteux pour se forger une belle âme. Mais on voit bien que l'humanitarisme tient lieu pour elle de toute pensée politique, au sens où celle-ci (une véritable pensée politique...à mille lieux du moralisme) devrait être fondée sur la prise en compte des rapports de force et la conscience de nos intérêts nationaux. La Roumanie débarque ses roms en nous laissant le soin de subvenir en tout à leurs besoins comme si nous n'avions pas assez de nos propres problèmes sociaux ! Il serait logique de voir là une inqualifiable irresponsabilité politique en termes de relations internationales et au fond une agression par la bande. Mais pour Cecile Duflot, qui par ailleurs minimise l'importance de l'exode, c'est no problem. Il faut exonérer la Roumanie et la Bulgarie de toute responsabilité en cette affaire, numériquement si négligeable, ne pas lui demander de rendre compte, et surtout de

s'impliquer en quoi que ce soit pour le résoudre au présent et au futur. Pour nous, subir, ne rien dire et assumer. Le comble de l'esprit munichois.

8 / NOTRE HISTOIRE, DONC NOTRE PROBLEME

« La vie des roms, leurs conditions de vie, d'accès à l'emploi, à la santé, au travail : tout cela n'est donc pas seulement la charge d'un pays. Leur histoire est devenue notre histoire : une question européenne. »

Pas question de demander à ces deux pays ce qu'ils font des clauses d'entrée dans l'UE en termes de droit de l'homme, d'intégration des minorités, qu'ils ont pourtant signées hypocritement pour entrer dans la communauté. Pas question de savoir où sont passés les 15 milliards d'euros affectés à la Roumanie par l'UE à l'amélioration de leur conditions de vie. Pas question de critiquer Bucarest et Sofia, de faire pression sur les gouvernements, d'entamer un bras de fer pour que ces pays contrôlent leurs nationaux, autrement dit pas question d'entamer le moindre conflit. Pas question de renvoyer un ambassadeur. De mettre l'embargo sur quelque production sensible. Quand on sort définitivement du politique pour l'impolitique, quand c'est l'évangélisme qui tient lieu d'axe de pensée unique et de conduite, même quand on est au gouvernement, comment s'étonner de ce transfert indécent qui veut que ce soit « notre histoire », c'est à dire « notre affaire » et non plus « la leur », ce qu'elle est pourtant prioritairement. Aux vaches à lait habituelles (France et UE) de régler les problèmes sociaux méditerranéens, et en plus ceux des pays de l'est. Car ne nous y trompons pas. Les roms romains et bulgares ne sont que l'avant garde de ceux des pays des Balkans qui n'ont pas encore accédé à l'UE, mais en feront bientôt partie. Les roms d'Albanie, de Croatie, du Montenegro, du Kosovo, de Serbie... etc., seront les prochains candidats. Est-il justifié de commencer le traitement de tous ces prochains mouvements de populations par le plus extrême laxisme ? L'Europe des 6, par ailleurs en crise aigue, doit-

elle devenir pour le reste de l'Europe-univers-en expansion-illimitée une corne d'abondance qui garantirait à tous les autres états pour leurs minorités « de (bonnes) conditions de vie, l'accès à l'emploi, à la santé, au travail », une assurance « paix sociale », sans que ceux-ci n'aient à faire le moindre effort?

9 / « UNE QUESTION EUROPEENNE »

« C'est dans le cadre de l'Union Européenne que peut se définir le cadre institutionnel, social et économique pour leur offrir une vie meilleure et renouer ainsi avec la mission historique du rêve européen : celui de la paix pour tous. »

L'ectoplasme politique qu'est devenue la France, n'a pas à se mêler du problème. Duflot nous dit que le véritable lieu où les choses se passent politiquement est Bruxelles et elle s'en réjouit. En bonne adepte d'une subsidiarité nationale, elle laisse entendre que la France doit se dessaisir de toutes questions qui la concernent au premier chef. Jouer dans cour des petits, et que tel est son destin. La France n'est pas le bon « cadre institutionnel, social et économique ». Parce qu'il s'agit non plus de gérer nos intérêts, ceux des impôts des français, quitte à entamer un dialogue offensif avec les pays d'émigration, où chacun doit mettre cartes sur table, voire se battre pour ne pas être lésé, mais, surtout surtout, de collaborer au grand rêve pacifiste et néo-religieux, néo-évangélique de paix universelle et de communion des saints. Il est donc bien clair que ce n'est pas dans un tel contexte qu'on va en découdre avec les pays fautifs. Tout ce qui arrive est béni par la providence et se résoudra dans l'amour universel. Amen.

10 / « MAIS CE REVE EUROPEEN N'ETANT PAS ENCORE ATTEINT, LA FRANCE.... »

« Mais ce rêve européen n'étant pas encore atteint, la France a le devoir et l'obligation d'y prendre toute sa part. »

Ce rêve post-historique de réconciliation généralisée de toutes les créatures du Bon Dieu ne saurait se passer de quelques outils. A la France de jouer les utilites dans le « cadre » européen, mais en toute subsidiarité.... A elle de jouer les soutiers du paquebot bruxellois. On voit par là à quoi se réduit sa souveraineté, à savoir entériner une politique qu'elle n'a en rien déterminée ni adoptée, mais pour laquelle il faudra tenir le rôle de simples supplétifs. D'autant plus qu'elle a déjà donné des signes de non alignement et qu'il s'agit d'expier une conscience nécessairement coupable. Pensez donc : la France avait osé montrer le début du début d'un embryon de politique (les petits moulinets de Sarkozy) sans rester au garde à vous devant madame Reding et monsieur Barroso ! Scandale inouï !

11 / LE REVE EUROPE / « LE GOUVERNEMENT PRECEDENT S'EN ETAIT DETOURNE »

« Le gouvernement précédent s'en était détourné : au démantèlement des camps, il ajoutait les reconduites à la frontière sur le territoire même de l'Union Européenne.

Contrairement aux décisions prises dans d'autres pays, il avait même choisi de prolonger les mesures transitoires jusqu'à fin 2013. Ces mesures ont créé pour les pouvoirs publics des situations inextricables, obligeant des familles à vivre dans des campements de fortune, dont les conditions sanitaires sont indignes de la France, sans ressources et sans la possibilité d'accès au marché du travail, rendant difficile la scolarisation des enfants et l'accès aux soins, et ne permettant pas un relogement pleinement efficace. »

Un gouvernement français qui ne reste pas avec le petit doigt sur la couture du pantalon doit certainement être stigmatisé. D'abord pour l'absurdité de sa réaction de reconduite aux frontières. Pour les mastricheurs qui vivent dans le rêve éveillé (la fiction) d'une communauté sans frontière ouverte sur l'univers, l'initiative est en effet absurde comme Duflot

le pointe joliment. Les reconduire à la frontière revient à ne leur faire passer aucune frontière puisqu'on reste dans l'UE ! Et puis au-delà de ce paradoxe, il y a le réquisitoire...

La clause de sauvegarde, légale dans le cadre européen, laquelle vise à le marché national de l'emploi jusqu'en fin 2013, autrement dit à ne pas créer plus de concurrence à la baisse au plan des salaires et donc à protéger les travailleurs français, devient une mesure criminelle. Voilà pour Duflot un bel effet de solidarité vis à vis de ses... compatriotes (mais utiliserait-t-elle ce terme ?). Il est vrai que les professionnels de la politique n'ont jamais fait l'expérience de pôle emploi et que quand on est une grande éclairceuse de l'universel on ne saurait raisonner dans un contexte étroitement francofranchouillard. Les prolos français, ces beufs à la Cabu, c'est profits et pertes, comme le recommande la Fondation de Ferran. Pas d'omelette sans casser des œufs, que voulez-vous !

En revanche les roms lui sont infiniment plus chers. Elle déroule alors un scénario misérabiliste, dont il est de bonne guerre de faire retomber la responsabilité sur la prorogation jusqu'en 2013 et donc sur le pouvoir précédent. Mais à qui le fera-t-elle croire ? Le travail est une denrée rare, et de plus est-il pensable qu'une masse d'arrivants analphabètes, sans qualification et ne parlant pas la langue, simple constat, est en mesure de s'intégrer instantanément et donc d'avoir aussitôt à portée de main la solution à tous ses problèmes. Sinon à très très long terme. Et puis comment ne pas dire que ces populations sont aussi responsables de la situation qu'elles ont elle-même créée, celle de s'inviter dans un pays où rien n'était en place pour les accueillir en nombre et en groupes constitués et déjà communautarisés. Comment ne pas comprendre qu'ils ont spéculé (dûment chapîtrés par des négriers et boss de réseaux mafieux) sur une prise en charge totale de notre part et, grâce à certaines

associations, organisé un racket moral par rapport à l'incapacité immédiate à subvenir à de tels besoins.

A moins que le fond de la pensée Duflot soit le suivant : l'ouverture des frontières européennes va entraîner de grands déplacements de population, un remake des grandes invasions au détriment des populations qui ont fait l'histoire et la civilisation de ces pays. Le travail d'un gouvernement européiste conscient et organisé est donc de s'y préparer en détournant une part du revenu national pour investir par avance afin de créer les structures d'habitation et de travail à même de pouvoir les accueillir dans un avenir plus ou moins proche. De manière à ce que ce brassage ethnique et civilisationnel dont la France deviendra le lieu d'expérimentation, s'effectue dans le grand rêve d'harmonie humanitaire, nous promettant ainsi un retour aux lendemains qui chantent. Mais d'un autre genre.

12 / « STIGMATISER ET EXPULSER EST HONTEUX »

« Il est inconcevable qu'en France , quelque milliers d'être humains venant de Roumanie et de Bulgarie vivent dans des conditions insalubres. Stigmatiser sur une base ethnique une population déjà discriminée et expulser, dans une absurde et coûteuse logique d'objectifs chiffrés – comme l'a fait le précédent gouvernement – est non seulement honteux mais inefficace. On ne résoud pas le problème, on le déplace. On crée des errants, on jette des familles dans les rues, sur les routes, on interrompt le travail social, le suivi sanitaire, , la scolarisation des enfants, etc. Laisser perdurer les bidonvilles et les campements insalubres condamnés par la justice n'est évidemment une solution pour personne. »

Ce paragraphe est une reprise du scénario misérabiliste déjà évoqué. Sa fonction est de figurer les difficultés des roms de manière à faire vibrer la corde sensible. Le jeu porte sur l'opposition entre les scènes décrites (dramatiques mais aussi dramatisées) et l'image de la France, censée être un

orphelinat universel pour populations déshérités. On nous offre là ce qu'on pense être une contradiction insoutenable (et un chantage moral) qui va nous enrôler d'office dans le soutien à ces populations. Vous ne pouvez pas continuer à laisser à la France ce mauvais rôle ! Tout accepter en terme d'immigration est ainsi la seule voie pour que la France retrouve ce statut imaginaire de terre d'accueil illimitée qu'elle est censée avoir dans le parti gauchiste. Mais chemin faisant la tentation est grande d'envoyer quelques flèches sur une politique qui a le tort d'être de sauvegarde du pays. Subliminalement, implicitement, renvoyer quelqu'un chez soi avec un pécule et en moyen courrier, orresco referens, devient un crime équivalent à la Shoah, le renvoyer en fonction de son origine nationale et des lois en vigueur dans notre pays (la durée d'un permis de séjour touristique) devient «stigmatiser sur une base ethnique» (!). On voit que Duflot a tendance à tout ramener, comme l'ultra gauche, à un nazisme obsessionnel (l'alfa et l'oméga de leur pensée politique), on voit qu'il faut tout tirer dans cette direction même si cela n'a rien à voir, tant est grande l'aptitude de ce courant politique à jouer avec la rhétorique de l'amalgame !

(à suivre)

André Bordes